



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 39 – 1<sup>ER</sup> JUILLET 2016

## SOMMAIRE

- ▼ **ACTUALITE REGIONALE**
- ▼ **CONJONCTURE**
- ▼ **ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES**
- ▼ **PROJETS ET FINANCEMENTS**
- ▼ **SECTEURS D'ACTIVITES**
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE**
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES**
  - INDUSTRIE**
  - SERVICES**
- ▼ **ENTREPRISES**
- ▼ **CARNET ET AGENDA**

**MEETAFRICA :**  
ENTREPRENARIAT  
INNOVANT EN  
AFRIQUE

**CREATION DU FONDS  
D'INVESTISSEMENT  
YELEN DEDIE AU  
SECTEUR FINANCIER DE  
L'UEMOA**

**ORANGE  
S'INSTALLE AU  
BURKINA FASO**

**COTE D'IVOIRE :  
LE PAYS ENREGISTRE  
QUATRE ANNEES  
CONSECUTIVES  
D'AMELIORATION DE  
SON SCORE CPIA**

**AFRIQUE DU SUD :  
PREMIERES  
ESTIMATIONS DES  
RISQUES RELATIFS AU  
BREXIT**

**NAMIBIE :  
DYNAMIQUE D'AIRBUS  
HELICOPTERS DANS LE  
PAYS**

**MADAGASCAR :  
BENEFICIAIRE DU  
FONDS D'AJUSTEMENT  
DU COMESA**

**SERVICES  
NUMERIQUES :  
ATOS INAUGURE UN  
CENTRE REGIONAL A  
DAKAR**

**ÉLECTRICITE :  
ENGIE ET NAREVA  
RENFORCENT LEUR  
PARTENARIAT EN  
AFRIQUE**



## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Brexit : quelles conséquences pour l'Afrique ?

Nombre d'accords commerciaux entre le Royaume-Uni et des pays africains devront probablement être renégociés puisqu'ils ont été conclus via l'Union européenne (UE). Les principaux pays affectés seront l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Botswana, l'Angola, le Kenya, le Ghana et le Sénégal, avec lesquels se font 80 % des exportations britanniques en Afrique subsaharienne. Au Kenya, le gouverneur de la Banque centrale, Patrick Njoroge, a estimé que le pays pâtira de la récession globale enclenchée par la sortie du Royaume-Uni de l'UE. En Afrique du Sud, le Brexit pourrait faire perdre 0,1 % de croissance à l'économie, déjà proche de la récession.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Réduction du commerce intra-EAC

Le commerce entre les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est a diminué de 5,8 Mds USD en 2013 à 5,63 Mds en 2014. Les pays échangent principalement des produits agricoles (café, thé, tabac, coton, riz, maïs et farine de blé), mais également des produits manufacturés et en particulier ciment, produits pétroliers, textiles, sucre, bière et sel. Les principaux obstacles au commerce mentionnés par la *Kenya Private Sector Alliance* sont les barrières non tarifaires et la double taxation des entreprises ayant une activité dans plus d'un pays de la zone. Les principaux partenaires commerciaux des pays de l'EAC sont les autres pays de l'EAC, une originalité en Afrique où les pays commercent davantage avec des pays non africains.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Crédit du fonds d'investissement Yeelen dédié au secteur financier de l'UEMOA

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a lancé la création d'un fonds d'investissement, Yeelen, dédié au secteur financier et doté de 150 M EUR. La BOAD apportera 15 M EUR. La levée et la gestion de ce fonds seront confiées au fonds d'investissement Cauris management qui compte la SFI, la BAfD, Proparco et la BOAD parmi ses investisseurs. Yeelen a vocation à prendre des participations dans les établissements bancaires, les compagnies d'assurance et secteurs connexes, dans le but de renforcer le secteur financier de la zone et d'améliorer le financement de l'économie régionale.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Orange s'installe au Burkina Faso

Dans un communiqué daté du 22 juin, le groupe français Orange a annoncé avoir réalisé, conjointement avec sa filiale ivoirienne, l'acquisition de tout le capital de l'opérateur mobile Airtel Burkina Faso auprès de Bharti Airtel international (filiale du groupe indien Bharti Airtel). Le Burkina Faso est ainsi devenu le 20<sup>ème</sup> pays en Afrique et au Moyen-Orient à rejoindre Orange. Airtel est le deuxième opérateur mobile burkinabé, derrière Onatel (Maroc Télécom), avec près de 4,6 millions d'abonnés. Il est leader sur le marché des services financiers via mobile, grâce à l'interconnexion qu'il dispose avec Orange Money dans les pays avoisinants. Cette nouvelle filiale d'Orange sera gérée par la filière ivoirienne du groupe.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nestlé entend former 300 000 jeunes Africains en trois ans

Nestlé étend en Afrique son Initiative mondiale en faveur des jeunes, après l'avoir expérimentée en Europe et en Amérique latine. Plus de 300 000 Africains bénéficieront d'une formation qualifiante et plus de 3 000 parmi eux se verront offrir des stages et apprentissages d'ici à 2018. Le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire accueilleront dès cette année des programmes de développement des techniques de management d'entreprise. La formation portera aussi sur la gestion de carrière, l'entretien d'embauche ou la rédaction d'un CV. Fin 2014, Nestlé comptait environ 25 « fabriques » (sites de production et centres d'emballage/distribution) sur le continent, dont 8 en Afrique du Sud, 3 en Égypte, 2 au Nigeria, en Côte d'Ivoire et en Algérie.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CONJONCTURE

---

### ▼ **Ethiopie : 2,3 Mds USD issus des exportations**

Les exportations de l'Ethiopie ont généré 2,3 Mds USD au cours des 10 premiers mois de l'année fiscale 2015/2016. Cette performance est inférieure de 45 % à l'objectif fixé de 3,34 Mds USD et représente une baisse de 5 % par rapport à la même période de l'an dernier. Les exportations de khat, oléagineux, sésames, pois, viande et café ont réalisé entre 75 % et 90 % des objectifs assignés, contre environ 50 % pour les exportations d'intrants chimiques, céréales, produits miniers et articles métalliques. Les fluctuations des cours mondiaux des produits agricoles expliquent en partie cette mauvaise performance. L'Ethiopie prévoit de récolter 4,2 Mds USD de ses exportations sur la totalité de l'année fiscale 2015/2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Maurice : hausse des exportations de sucre en valeur attendue en 2016**

Compte-tenu de la baisse de l'offre mondiale de sucre (sécheresse en Inde, Thaïlande, etc.), le prix de cette denrée est reparti à la hausse en 2016. Aussi, avec une augmentation de 9 % de la production attendue à Maurice, qui devrait atteindre 400 000 tonnes cette année, les recettes d'exportation pourraient avoisiner 225 M EUR en 2016, soit + 17% par rapport à 2015. Les expéditions de sucre (dont 85 % sont destinées au marché européen) représentent environ 8 % des exportations de Maurice. Toutefois, avec l'abolition du système des quotas pour les betteraviers européens prévue fin 2017, la situation pourrait se tendre à nouveau sur le marché mondial du sucre.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : dépréciation du naira de 30 % face au dollar américain**

Après son 1<sup>er</sup> jour de flottement, la valeur du naira a chuté de 31 %, s'échangeant à 288 NGN contre 1 USD à la fermeture des marchés le 20 juin. La Banque centrale du Nigéria a vendu plus de 4 Mds USD aux 21 banques commerciales du pays afin de solder l'arriéré de demande de devises et améliorer la liquidité du secteur bancaire, intervenant sur le marché *spot* à hauteur de 500 M USD et sur le marché *forward* à hauteur de 3,5 Mds USD. L'arriéré de demande de devises était estimé à environ 3-4 Mds USD.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigeria : l'agence de notation Fitch dégrade la note souveraine**

Cet abaissement de la notation (de BB- à B+) est motivé par la montée des vulnérabilités sur le plan budgétaire et externe, du fait du manque de réactivité de la politique économique à la baisse du prix du pétrole et du renouveau de la crise dans le Delta du Niger. L'agence prévoit une hausse du déficit budgétaire à 4,2 % en 2017 (contre 1,5 % sur la période 2011/2015) et une baisse des recettes publiques à 5,5 % (contre 12 % sur la période 2011/2015). Le ratio dette publique/recettes publiques devrait passer de 181 % en 2015 à 259 % en 2016, un niveau supérieur à la médiane de la catégorie B à 223 %, cette chute des revenus de l'Etat nigérian représentant selon Fitch une risque pour le profil d'endettement du pays.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : Standard & Poor's confirme sa note de B+/B

L'agence de notation Standard & Poor's a récemment confirmé sa note B+/B pour le Sénégal. Elle justifie le maintien de cette note par les perspectives d'accélération de la croissance sénégalaise et de la soutenabilité de sa dette.

✉ foly.ananou@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Ghana : fort rebond des exportations françaises au premier trimestre 2016

Au cours des 3 premiers mois de l'année 2016, les exportations françaises vers le Ghana se sont élevées à 142,5 M EUR, contre 104,7 M EUR au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, soit une progression de 26,5 %. Bien que les ventes de préparations pharmaceutiques aient chuté de 24,8 %, elles demeurent le principal poste d'exportation à 30,2 M EUR, suivies des produits pétroliers raffinés (+41,7 % soit 24,2 M EUR). En revanche les exportations ghanéennes vers la France se sont de nouveau contractées au 1<sup>er</sup> trimestre (-21,9 % à 82,4 M EUR), en raison principalement de la chute des ventes de produits de la pêche (-153,3 %). Il s'ensuit, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis la découverte du pétrole, un excédent commercial de plus de 60 M EUR au profit de la France.

✉ caroline.delassade@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : premières estimations des risques relatifs au Brexit

Ouvrant une période d'incertitude, le Brexit a provoqué une chute des marchés et entraîné le repli des devises émergentes, particulièrement du rand. A ce stade, les risques d'une baisse des flux commerciaux entre les deux pays et d'un recul de l'investissement britannique en Afrique du Sud apparaissent marginaux. Le risque financier paraît plus élevé en raison de l'étroitesse des liens entre les deux systèmes bancaires. L'importance des flux bancaires dans la composition des flux de capitaux entrants renforce les craintes concernant le financement du déficit courant sud-africain : les banques britanniques pourraient ainsi couper dans leurs lignes de crédit vis-à-vis de leurs filiales sud-africaines pour rapatrier des fonds.

✉ paul.raso@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : envolée des rendements sur les obligations EMATUM

A la demande du gouvernement, des investigations ont été lancées à l'encontre des entreprises d'Etat EMATUM, Mozambique Asset Management et ProIndicus sur le caractère éventuellement illégal des financements accordés, s'agissant en particulier du non-respect des plafonds de garanties accordées par l'Etat au titre de la loi de finances et des montages financiers induits. A la suite de ces annonces et alors que le pays est en situation de défaut, le rendement des obligations EMATUM à échéance 2023 a atteint un niveau record de 17,8 % (contre 14,2 % le 20 avril) correspondant, selon Bloomberg, au 2<sup>ème</sup> taux de rendement le plus élevé au monde sur des obligations souveraines libellées en USD, après celui du Venezuela.

✉ paul.raso@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Namibie : accélération de la croissance en g.a, au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Les données préliminaires font état d'une légère accélération de l'activité au T1 avec une hausse du PIB de 3,5 % en g.a, après 2,9 % au T4 2015. Toutefois, il s'agit d'une performance bien inférieure à celle du T1 2015 (7,3 %), conséquence notamment de la sécheresse et du resserrement de la politique monétaire. En glissement annuel, la décélération de la croissance résulte particulièrement de la contraction du secteur agricole (-12,2 %), du moindre dynamisme de celui de la construction (+0,2 %) et des difficultés du secteur minier en lien avec la faiblesse des cours et l'atonie de la demande externe (+2,5 % seulement). Pour 2016, le FMI et la Banque centrale prévoient respectivement une croissance de 4,2 % et 4,3 %.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le pays enregistre quatre années consécutives d'amélioration de son score CPIA

Le score CPIA (*country policy and institutional assessment*) de la Côte d'Ivoire est passé de 2,9 en 2011 à 3,3 (sur 6) en 2015, au terme de quatre années consécutives d'amélioration. La CPIA est un indicateur de la Banque mondiale, de mesure de la qualité des institutions et des politiques. Il couvre la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques d'inclusion sociale et la gestion du secteur public et des institutions. Le score CPIA intervient dans la détermination de l'allocation IDA des pays. Le score moyen pour l'Afrique subsaharienne est de 3,2 en 2015. Le pays le mieux classé est le Rwanda (4), suivi du Cap-Vert, du Kenya et du Sénégal qui ont tous un score de 3,8.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ► Maurice : 2<sup>ème</sup> place en Afrique subsaharienne pour les opérations de fusions/acquisitions

Selon l'agence Bloomberg, avec un volume de 229 M USD (79 transactions) en termes d'opérations de fusions/acquisitions depuis début 2016, Maurice serait positionnée à la 2<sup>ème</sup> place en Afrique, derrière l'Afrique du Sud (408 M USD) et devant la République du Congo (160 M USD). Par ailleurs, les actionnaires ayant donné leur feu vert à l'opération, GML Investment Ltd (1,26 Md EUR d'actifs) et Ireland Blyth Limited (0,5 Md EUR d'actifs), deux des principaux groupes mauriciens, devraient fusionner le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et donner ainsi naissance au plus important groupe d'affaires présent sur l'île. La nouvelle entité sera cotée à la Bourse de Maurice sous le nom d'IBL Ltd.

✉ jerome.chastenet@dgstresor.gouv.fr

### ► Tanzanie : gel des recrutements et des salaires dans la fonction publique

Le secrétaire général du service public, Dr Laurean Ndumbaro, a annoncé le gel des recrutements de nouveaux fonctionnaires, ainsi que des salaires. Cette mesure vise d'une part à adapter la structure ministérielle suite à la fusion de plusieurs ministères par le président Magufuli, et participe d'autre part à la lutte contre les emplois fictifs. Les secteurs de la santé et de l'éducation seront particulièrement concernés. Ces deux secteurs prévoient respectivement 45 000 nouveaux recrutements en 2016/2017, principalement pour des professeurs de l'école secondaire, des médecins et des infirmières. Inquiets de l'impact sur les conditions de travail des agents publics, plusieurs syndicats ont demandé une audience au gouvernement.

✉ beatrice.alperte@dgstresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ MEETAfrica : entreprenariat innovant en Afrique

Depuis juin 2016, Expertise France met en œuvre le projet MEETAfrica en coopération avec l'IRD, Campus France et la GIZ. Financé par l'UE et le MAEDI, ce projet vise à accompagner 80 entrepreneurs africains diplômés de l'enseignement français ou allemand dans la création, dans leur pays d'origine (Algérie, Maroc, Tunisie, Cameroun, Mali, Sénégal), d'entreprises porteuses de solutions innovantes, notamment technologiques (domaines agricole, industriel, services). MEETAfrica mobilisera les meilleures structures d'accompagnement à la création d'entreprises innovantes, renforcera les structures du Sud et modélisera le futur programme MEETAfrica élargi à d'autres pays d'origine et Etats européens.

✉ camille.constans@expertisefrance.fr

### ▼ Maurice : signature avec l'UE du nouveau PIN 2016/2020 dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED

La présidente de la République de Maurice, Ameenah Gurib-Fakim, a signé avec le commissaire chargé de la Coopération internationale, un accord portant sur un montant de 9,9 M EUR : il s'agit du Programme indicatif national, qui s'inscrit dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED (2016/2020). Ce montant, nettement inférieur à celui qui avait été inscrit dans le PIN du 10<sup>ème</sup> FED (77 M EUR), sera principalement consacré à l'éducation tertiaire, ainsi qu'à la recherche et l'innovation. L'accord, qui inaugure un nouveau mode de partenariat en allant au-delà de la logique de l'aide au développement, vise à ce que Maurice atteigne le statut de pays à hauts revenus.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : 829 M USD de la Banque mondiale pour des projets de développement

Le gouvernement éthiopien et la Banque mondiale ont signé, le 15 juin dernier, un prêt de 829 M USD pour le financement de 5 projets : i) amélioration des systèmes de transports, ii) appui aux PME pour favoriser la création d'emploi, iii) renforcement et extension du réseau électrique, iv) atténuation de l'impact des déplacements forcés sur les communautés d'accueil des réfugiés, v) création d'un centre d'excellence en matière d'enseignement supérieur. Ce nouvel engagement porte le nombre de projets engagés sur l'année 2016 à 10 et la valeur du portefeuille actif de la Banque mondiale en Ethiopie à 8 Mds USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : bénéficiaire du fonds d'ajustement du COMESA

Le 16 juin 2016, le ministre des Finances malgache et le secrétaire général du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) ont signé un accord de subvention, d'un montant d'1 M EUR, au titre du programme de facilitation de l'intégration régionale. Financée par l'UE à travers un reliquat du 10<sup>ème</sup> Fonds européen de développement, cette subvention servira à soutenir l'un des objectifs du Plan national de développement de Madagascar, qui est de contribuer à la croissance et au développement inclusif de ses industries locales. Ce programme devrait également permettre d'améliorer la coordination, la mise en œuvre et le suivi des dispositions liées à l'intégration régionale et d'améliorer l'accès aux marchés des produits malgaches.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan : relations entre le Soudan et la péninsule arabique

Le Soudan aurait attribué à l'Arabie saoudite, pour 99 ans, une concession d'exploitation agricole, sur 42 km<sup>2</sup>, de terres irrigables près des barrages de Setait et Upper Atbara, financés par des institutions financières de la péninsule arabique. L'Arabie saoudite pourrait selon le Soudan y investir plusieurs milliards de dollars. Par ailleurs, le président soudanais était récemment au Qatar, et l'émir du Qatar pourrait se déplacer à Khartoum durant le mois de juillet.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : prêt supplémentaire de 200 M USD de la Banque mondiale au Fonds d'action social

La Banque mondiale a accordé un prêt supplémentaire de 200 M USD pour le programme *Productive Social Safety Nets* (PSSN) tanzanien. Près des deux tiers du prêt financeront le *Tanzania Social Action Fund*, organisme chargé d'opérer des transferts conditionnels aux 6,6 millions de tanzaniens les plus pauvres. Un tiers des financements sera consacré à la création du *Skills Development Fund*, qui doit permettre à 30 000 tanzaniens de bénéficier d'une formation académique ou professionnelle dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture, du transport, de la logistique, des TIC et de l'énergie. Mis en œuvre en 2012 en Tanzanie, le PSSN vise à lutter contre l'extrême pauvreté par le développement du capital humain.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : le plan national de construction de logements retardé par le manque de coopération des Etats

B. Fashola, le ministre de l'Energie, des Travaux publics et du Logement, a présenté devant la chambre des représentants le projet fédéral de construction de 17 660 logements (480 par Etat) à destination des revenus modestes, dans le cadre du budget 2016 qui consacre 36 Mds NGN au logement. Justifiant le retard pris par le programme, Fashola a blâmé les Etats pour leur manque de coopération : seuls 17 Etats sur 36 ont accepté de concéder du terrain ; 4 sont prêts pour le début des travaux. Il s'est également plaint d'un budget trop limité, affirmant qu'il faudra investir des centaines de Mds de nairas pour effectivement réduire le déficit de logements au Nigéria, qui s'élève à 17 millions.

✉ paulin.roussel@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Libéria : les Etats-Unis accordent une aide de 27 M USD pour l'éducation des filles

Le 27 juin, la première dame des Etats-Unis, Michelle Obama, était en visite au Libéria pour promouvoir l'éducation des filles vivant en région rurale. Elle a ainsi annoncé un financement de 27 M USD à destination de l'agence gouvernementale américaine *Peace Corps Volunteers*, qui conduit des programmes éducatifs pour les filles au Libéria. Selon la Banque mondiale, en 2014, 67 % des Libériennes de 6 à 11 ans n'allaient pas à l'école (63 % pour les garçons), chiffre qui était plus élevé parmi la population rurale.

✉ paulin.roussel@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Bénin : projet de loi de finances rectificative 2016

Le gouvernement envisage d'insérer dans le projet de loi rectificative des finances 2016, des mesures fiscales et parafiscales de facilitation des opérations de mutation de biens meubles et immeubles. Ces mesures incitatives devraient permettre de réduire les procédures des transactions mobilières et immobilières. A terme, leur application permettra d'élargir l'assiette fiscale et de contribuer au développement du marché immobilier en facilitant la transmission du foncier.

✉ florent.danion@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : financement de la BOAD au Sénégal

La BOAD a accordé au Sénégal des financements d'un montant total de 34 M EUR au profit de plusieurs projets : 30,5 M EUR pour les travaux d'aménagement sur 81 kms de la route Sédiou-Marsassoum (région de Sédiou au sud-ouest du pays), 8 kms de voiries dans les villes de Sédiou et Marsassoum et la réhabilitation de pistes rurales entre Sédiou et Marsassoum (54 kms) ; 3,8 M EUR pour l'installation de la centrale électrique de Tobène (18,5 MW de capacité). Par ailleurs, un financement de 7,6 M EUR a été accordé au groupe Hyatt Hotels Corporation pour la construction d'un hôtel à Dakar, d'une capacité de 140 chambres.

✉ foly.ananou@dgtrésor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : une entreprise turque sélectionnée pour la construction du stade Omnisport de Douala

Yenigün Construction Industry construira le stade Omnisport de Douala-Japoma d'une capacité d'accueil de 50 000 places, en vue de la Coupe d'Afrique des Nations de 2019. Le stade serait également pourvu de deux terrains d'entraînement, d'un gymnase et d'une piscine olympique. Le coût des travaux s'élèverait à 166 Mds FCFA, apportés par Eximbank Turquie. Pour cette compétition, le Cameroun prévoit en outre, la construction d'un stade à Olembé (Yaoundé) dont les travaux seront réalisés par l'italien Piccini pour un montant de 163 Mds FCFA, ainsi que la réhabilitation des stades de Garoua et de la réunification à Douala, dont les contrats d'exécution n'ont pas encore été attribués.

✉ alix.nembot@dgtrésor.gouv.fr

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Mauritanie : lancement par les Grands Moulins de Mauritanie des spaghetti Pasta Prima

Les Grands Moulins de Mauritanie inaugurent en juin 2016, la première usine de spaghetti du pays, d'une capacité initiale de 12 000 tonnes par an, soit la plus grande d'Afrique de l'Ouest. Avec la marque Pasta Prima, l'industriel s'engage dans une stratégie marketing innovante en s'adressant directement aux consommateurs. Les spaghetti Pasta Prima seront positionnés comme un produit de bonne qualité, populaire et accessible à tous. Le Groupe est la première plateforme agroalimentaire du pays autour de 5 activités : production de produits alimentaires (farine et pâtes longues), production d'alimentation animale (bétail & volaille), production avicole, prestation de services et négoce de céréales.

✉ lucile.decker@ballouhey.fr ; mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : croissance toujours négative pour le secteur agricole au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Le PIB du secteur agricole connaît son 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse avec une diminution de 6,5 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières au premier trimestre 2016, selon les données préliminaires du département des statistiques. Les mauvais résultats du secteur agricole, ainsi que la faiblesse des cours des matières premières, ont pesé sur la croissance sud-africaine qui affiche une forte contraction du PIB de -1,2 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières. Ce secteur est fortement touché par la baisse de la production céréalière en raison des deux sécheresses qu'a connues le pays.

✉ tristan.rose@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Namibie : le pays obtient le statut « risque négligeable » concernant l'ESB à l'OIE

La Namibie vient d'obtenir auprès de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) le statut « risque négligeable » pour l'ESB (maladie de la vache folle). Elle va ainsi engager des démarches pour obtenir un accès au marché européen pour la viande bovine non désossée. Les autorités vétérinaires namibiennes ont par ailleurs décidé de suspendre les permis à l'importation pour les bovins vivants et la viande bovine (à l'exception de la viande désossée), le temps de mettre en place de nouvelles exigences sanitaires à l'importation afin de disposer des garanties suffisantes pour préserver ce nouveau statut.

✉ tristan.rose@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : les étudiants en agriculture réclament des créations d'emploi

Des étudiants de 11 institutions agricoles ont eu l'occasion de s'entretenir avec le vice-ministre sud-africain de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts. Ils ont insisté sur la difficulté à trouver un emploi à la fin de leurs études et ont réclamé la création d'opportunités dans le secteur agricole. Le directeur de l'Association des étudiants en instituts de formation agraire a appelé à une «révolution» agricole, en proposant une coopération entre les agriculteurs commerciaux, les universités et les étudiants.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

## ► **Mali : hausse de la production céréalière de 15,25 % lors de la campagne agricole 2015/2016**

Au titre de la campagne 2015/2016, le Mali a enregistré une production céréalière de 8,1 millions de tonnes, soit une hausse de 15,3 % par rapport à la campagne précédente. Le bilan céréalier ressort à 327 kg par habitant et par an, avec toutefois des disparités régionales. La norme internationale est de 214 kg par personne et par an. Les prévisions de production céréalière brute au titre de la campagne 2016/2017 sont estimées à 8,8 millions, constituée à environ 60 % de riz et de maïs.

✉ abdoulaye-malick.sissoko@dgtrésor.gouv.fr

## ► **Congo: le département du Pool renforce ses liens de coopération avec l'Alsace**

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre le Conseil départemental du Pool (sud Congo), la ville de Ribeauvillé (Haut-Rhin) et l'Institut régional de coopération-développement (IRCOD), le président du Conseil départemental du Pool et sa délégation ont effectué, du 18 au 25 juin, une visite de travail en Alsace. Après la signature d'une première convention en 2010 qui portait, entre autres, sur l'agriculture et l'élevage dans trois districts du Pool (Louingui, Loumou et Boko), celle-ci a été renouvelée en 2013 et étendue aux districts de Mindouli, Kindamba et Kinkala. Cette convention sera encore renouvelée en 2017, l'objectif étant d'étendre cette coopération aux treize districts du Pool.

✉ michel.dhe@dgtrésor.gouv.fr

## ► **Energie et matières premières**

### ► **Infrastructures : un vent de changement dans l'énergie africaine**

Aujourd'hui, l'Afrique ne dispose que de 150 GW de capacité de production d'électricité, reposant en grande partie sur des centrales alimentées par des combustibles fossiles. Le potentiel énergétique du continent est pourtant plein de promesses : 334 GW par an, répartis entre l'éolien (100 GW), le solaire (100 GW), l'hydraulique (100 GW), la biomasse (30 GW), et la géothermie (3 à 5 GW). Portée par l'Union africaine, l'AREI (Initiative africaine pour les énergies renouvelables) vise à doter le continent de 10 GW supplémentaires de capacité de production d'ici à 2020, en combinant ces technologies. Contribuant à hauteur de 2 Mds USD à l'AREI, l'AFD a porté à 400 M EUR ses investissements dans le développement durable en Afrique en 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ► **Afrique du Sud : raccordement de la 1<sup>ère</sup> unité de la centrale d'Ingula par Eskom**

La compagnie nationale d'électricité Eskom a annoncé le raccordement au réseau électrique national de la première unité de la centrale hydroélectrique d'Ingula - Unité 4 - augmentant de 333 MW la capacité du réseau. Il s'agit de la première des quatre unités à entrer en exploitation commerciale, en avance sur le calendrier du projet de 1,65 Md USD, qui prévoit l'ajout de 1 332 MW d'ici à 2017. L'Unité 3 est actuellement en cours de réparation après un incident intervenu début avril tandis que l'Unité 2, synchronisée fin mai, est en phase d'optimisation par Eskom et que l'Unité 1 a été synchronisée cette semaine (la synchronisation étant l'étape précédant le raccordement au réseau).

✉ ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr

## ▼ Namibie : 35 licences accordées à des producteurs indépendants d'électricité

Le régulateur d'électricité de Namibie ECB (*Electricity Control Board*) a annoncé l'octroi de 35 licences à des producteurs indépendants d'électricité (IPP) pour divers projets à travers le pays. D'après le ministre des Mines et de l'Energie, le secteur privé doit jouer un rôle actif pour répondre aux besoins énergétiques futurs du pays. Si le plan gouvernemental (*Harambee Prosperity Plan*) accorde une grande importance au développement des IPP et des énergies renouvelables, seuls deux IPP sont opérationnels en Namibie à ce jour : l'Omburu Sun Energy, première centrale solaire du pays construite par le Français InnoSun (4,5 MW), près d'Omaruru, et l'usine du Suisse Hopsol Power Generation (5 MW) à Otjiwarongo.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

## ▼ La société WAPCO suspend les livraisons de gaz au Ghana

Les livraisons de gaz via le pipeline WAPCO ont été suspendues en raison du non-paiement par le Ghana des arriérés dus au Nigéria : l'opérateur ghanéen VRA (*Volta River Authority*), producteur d'électricité, doit 180 M USD à la société nigériane N-Gas, qui elle-même doit 104 M USD à WAPCO qui possède le pipeline approvisionnant le pays. C'est la première fois que ce pipeline, initié par un partenariat public-privé dans lequel la société Chevron possède 36,9 % des parts, suspend ses livraisons pour non-paiement. Cette décision, cumulée aux problèmes de gestion des centrales électriques ghanéennes, a provoqué une reprise des délestages sans notification préalable, à ce jour, par les autorités ghanéennes.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Ghana : forte chute des revenus pétroliers en 2015

Les revenus pétroliers ont fortement décliné en 2015, chutant de 147 % à 396 M USD contre 978,6 M USD l'année précédente. Outre la baisse du prix du baril en 2015, ce fort recul résulte également, du laxisme de la *Ghana Revenue Authority* et de la *Petroleum Commission* en matière de recouvrement auprès du gouvernement, qui loue des terrains aux compagnies pétrolières pour un montant de 4,2 M USD non recouvré. Les revenus pétroliers sont utilisés pour l'augmentation des salaires des professeurs ou dans le paiement d'allocations, alors qu'ils doivent être réinjectés dans quatre secteurs définis : amortissement des prêts pour les infrastructures gazières et pétrolières, construction de routes, modernisation de l'agriculture et renforcement des capacités.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Mali : une grève de cinq jours paralyse le secteur minier

La Section nationale des mines et industries (SECNAMI) a lancé le 27 juin dernier une grève de cinq jours au niveau de toutes les sociétés minières et géologiques, des sous-traitants, des cimenteries et de toute l'administration minière et industrielle. Le secteur minier malien est dominé par la production aurifère (50 tonnes/an) pour laquelle le pays se situe au troisième rang africain, derrière l'Afrique du Sud et le Ghana.

✉ abdoulaye-malick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Mali : Komet Ressources acquiert le permis d'or Moussala

La compagnie minière canadienne, Komet Ressources, a acquis auprès du ministère des Mines malien, le permis d'exploration de Moussala situé dans le camp minier d'or Kéniéba. Ce permis, d'une validité de sept ans, couvre une superficie de 67 km<sup>2</sup>. Selon les termes de l'acquisition, la société devra payer au précédent propriétaire, une redevance de 2 % sur les produits nets de fonderie de toute production commerciale réalisée sur le permis. Outre ce permis, Komet Ressources détient en Afrique de l'Ouest, le permis Guiro situé au nord-est du Burkina-Faso.

✉ abdoulaye-malick.sissoko@dgtrésor.gouv.fr

## ▼ Congo : Total se retire du bloc Pointe-Noire Grands Fonds (PNGF)

Alors qu'il avait signé mi-2015 le renouvellement pour 20 ans de sa concession d'exploitation du champ offshore PNGF, Total qui opère au Congo Brazzaville par sa filiale Total E&P Congo, est finalement revenu sur sa décision début juin 2016. Selon le directeur Afrique du Groupe, « avec un cours du baril autour de 50 USD, le Groupe n'a pas réussi à trouver un modèle économique pour ce projet de taille modeste, qui produit environ 12 500 barils/j pour 15 à 20 M USD d'investissement chaque année ». Prenant en compte leur implication dans le projet de Moho Nord, qui nécessite près de 10 Mds USD et qui entrera en exploitation en 2017, les autorités congolaises ont accepté de reprendre le permis d'exploitation de Total.

✉ michel.dhe@dgtrésor.gouv.fr

## ▼ Industries

### ▼ Namibie : dynamique d'Airbus Helicopters dans le pays

Airbus Helicopters a livré récemment au ministère namibien du Tourisme et de l'Environnement un hélicoptère de type H125 pour renforcer sa lutte contre le braconnage dans les parcs nationaux. Cet appareil, commandé en août dernier, a été spécialement équipé pour être en mesure d'assurer des patrouilles nocturnes et d'hélicopteriser des animaux. Il vient compléter une flotte de 6 H125 en Namibie, opérés notamment par la police namibienne. Deux à trois autres hélicoptères pour les déplacements gouvernementaux pourraient prochainement compléter ce contrat de 3 M EUR. L'escadron héliporté de la police namibienne, déjà équipé d'appareils français, a bénéficié à plusieurs reprises de formations techniques assurées par la gendarmerie française.

✉ alexandre.peaudeau@diplomatie.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Ethiopie : commande d'Ethiopian Airlines de 10-15 avions à réaction pour le transport régional

Le DG d'Ethiopian Airlines (EAL), Tewolde Gebremariam, a annoncé lors de la 72<sup>ème</sup> réunion de l'Association internationale du transport aérien que la compagnie aérienne souhaite se doter de 10 à 15 nouveaux avions pouvant transporter 100 passagers et ayant vocation à desservir les liaisons court-courriers. La compagnie envisage l'achat de Bombardier CSeries SC100, Embraer 190 et 195, ou d'avions Mitsubishi. La compagnie a également récemment acheté 20 Boeing B737 MAX. Ces deux commandes viendront compléter la gamme d'avions régionaux d'EAL composée de 17 Bombardier Q400s (turbopropulsés) et 20 Boeing B737s (jets).

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

## ▼ **Ethiopie : Ethiopian Airlines compare A350 et 777 pour une commande potentielle entre 15 et 20 appareils**

Ethiopian Airlines envisage par ailleurs de commander entre 15 et 20 long-courriers pour étoffer sa flotte, comparant les mérites de l'A350-1000 d'Airbus et du Boeing 777X, a déclaré son PDG à Reuters. La compagnie a pris livraison du premier des 14 A350-900 en leasing auprès d'AerCap. « Nous prendrons notre décision en fonction de leurs performances au départ d'Addis Abeba sous des températures élevées », a déclaré Tewolde Gebremariam. Il n'a pas précisé quand la compagnie comptait passer commande. L'A350-900 est la première version commercialisée du long-courrier d'Airbus et l'A350-1000 la plus grande. Le 777X est la dernière version du long-courrier de Boeing.

Source : Reuters (Aaron Maasho et Tim Hepher, Cyril Altmeyer pour le service français, édité par Wilfrid Exbrayat)

✉ bruno.du-pradel@airbus.com

## ▼ **Afrique du Sud : MTN payera finalement 1,7 Md USD d'amende au Nigeria**

L'opérateur sud-africain de téléphonie mobile MTN a accepté de payer, sur trois ans, une amende de 1,7 Md USD au Nigeria. L'opérateur, qui a déjà payé 250 M USD en février, avait initialement été condamné à payer une amende record de 5,2 Mds USD en octobre 2015, fixée par l'Autorité des communications du Nigeria, pour avoir échoué à identifier tous ses abonnés dans le pays. Suite à cette annonce, le cours des actions de MTN sur le JSE a bondi à 149,50 rands, en hausse de 20,8 % par rapport à la clôture de la veille. Le groupe, présent dans 22 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, compte près de 63 millions d'abonnés au Nigeria, qui demeure son premier marché et représente environ un tiers de son chiffre d'affaires.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

## ▼ **Afrique du Sud : des initiatives pour pallier au manque de compétences dans le domaine de la FinTech**

L'industrie FinTech est en pleine expansion et le continent africain n'échappe pas à cette tendance. Cependant, en Afrique du Sud, les entreprises peinent à trouver des ressources humaines qualifiées, formées aux problématiques financières. Plusieurs initiatives émanant du secteur privé ont été lancées à travers le pays. Parmi elles, on peut citer notamment un hub FinTech, Alpha Code, qui a ouvert ses portes en janvier 2016 à Johannesburg. Future Talent Academy, filiale de Khonology (entreprise privée spécialisée en management, consulting et gestion des processus) propose ainsi des formations sur-mesure dans le domaine de la finance.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

## ▼ **Afrique du Sud : dans la province du Gauteng, les opérateurs mobiles s'engagent dans le domaine de l'éducation**

Vodacom et le *Gauteng Department of Education* (GDE) viennent d'annoncer le renouvellement pour 7 ans de leur partenariat. Lancé en 2009, celui-ci fournit aux 2 200 écoles du Gauteng une application pour améliorer le management des établissements. Chaque directeur peut faire remonter les problèmes rencontrés et communiquer avec le GDE. L'application a été remaniée mais le but reste identique : améliorer le système éducatif. Telkom, MTN et Cell-C proposent également des initiatives en faveur de l'éducation : MTN dispose d'un partenariat avec *Regenesys Business School* pour l'accès gratuit aux cours en ligne ; Telkom et Cell-C y sont engagés grâce à leurs fondations respectives.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

### ▼ Nigéria : Skye Bank serait en grande difficulté selon S&P

L'agence de notation américaine vient de dégrader la notation de banque de B- à CCC+, S&P prévoyant que Skye Bank risque de ne pas pouvoir respecter à court terme ses obligations envers ses créanciers, et rendre public de pertes importantes du fait de créances douteuses lorsque ses résultats 2015 seront publiés, ce qui pourrait compromettre son capital. Skye Bank a un emprunteur très important, Atlantic Energy, une compagnie pétrolière appartenant en partie à Jide Omokore (arrêté l'an dernier dans le cadre d'une affaire de corruption et de blanchiment d'argent), qui doit à la banque environ 100 M USD.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : Axa et Chaucer lancent une co-entreprise de couverture des risques politiques

Axa et l'assureur britannique Chaucer viennent de lancer à Abidjan une co-entreprise, Axa Africa Speciality Risks, pour couvrir en Afrique les risques politiques et de violences terroristes, ainsi que les risques spécifiques aux secteurs des infrastructures, de l'énergie, de la construction, de l'aviation et de la marine. Axa est présent dans huit pays africains (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Maroc, Nigéria, Sénégal). En Côte d'Ivoire, AXA est la quatrième compagnie du marché de l'assurance dommages, en termes de chiffre d'affaires.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : l'assureur marocain Atlanta crée deux filiales à Abidjan

Atlanta, filiale assurance du groupe marocain Holmarcom, vient de créer deux filiales à Abidjan: Atlanta Côte d'Ivoire Vie et Atlanta Côte d'Ivoire non-Vie. Cette implantation est la première étape d'un plan d'expansion que le groupe entend déployer dans toute la région subsaharienne. Avec 29 compagnies, ce secteur a progressé de 8,1 % en 2014 pour un chiffre d'affaires global de 388 M EUR. Le taux de pénétration de l'assurance demeure encore très faible dans le pays, se situant en dessous de 2 %.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : 3,4 M EUR de bénéfice net pour Asky

La compagnie aérienne Asky, basée à Lomé, a annoncé pour 2015, un bénéfice net de 3,4 M EUR. La compagnie panafricaine a transporté 515 000 passagers (contre moins de 500 000 en 2014) avec ses sept appareils qui desservent 23 capitales africaines. Le chiffre d'affaires d'Asky a atteint 104 MEUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : les vols de la compagnie aérienne nationale à destination de l'Europe, suspendus par l'Autorité aéronautique camerounaise

Selon la directrice générale de la CCAA, il s'agit d'une exclusion à titre conservatoire. Cette exclusion est liée à la transmission par la Camair-co, d'un dossier incomplet à l'Agence Européenne pour la Sécurité de l'Aviation (AESA) en vue de l'obtention d'une autorisation de sécurité. Pour mémoire, les exploitants de services de transport aérien commercial ont encore jusqu'au 26 novembre 2016, pour se conformer au règlement de sécurité en vigueur dans l'Union européenne.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services numériques : Atos inaugure un centre régional à Dakar

Le groupe français actif dans les services numériques a officiellement inauguré, le 23 juin, son centre de services numériques pour l'Afrique de l'ouest. En activité depuis décembre 2014, le centre a pour ambition de rayonner en Afrique de l'Ouest et à l'international. Pour l'heure, 250 ingénieurs sénégalais travaillent sur le site. L'objectif est de relever cet effectif à 400 d'ici la fin de l'année, puis à 2 000 à terme. Atos a réalisé un chiffre d'affaires de 10,7 Mds EUR en 2015, en hausse par rapport aux 9,6 Mds EUR en 2014. De date à date, son résultat net passe de 265 à 406 M EUR. Le groupe est présent en Afrique du Sud, en Algérie, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Gabon, au Mali, au Maroc et au Sénégal.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ENTREPRISES

---

### ▼ Nigéria : l'AMCON saisit les actifs de Silverbird et d'Afrijet

La Société de gestion d'actifs du Nigéria (AMCON), structure publique de défaisance, a été créée en 2010 pour absorber les prêts non-performants de certaines banques nigérianes suite à la crise bancaire de 2008/2009. Depuis, elle peine à se faire rembourser par les entreprises, et sa dette s'élève à 6 600 Mds NGN (23,5 Mds USD) dont une grande partie est détenue par la CBN. Ainsi, pour recouvrer une partie de ses créances, elle a récemment saisit les actifs du groupe Silverbird (multimédias, immobilier) et de la compagnie nigériane Afrijet, qui n'ont pas remboursé leurs emprunt respectifs de 40 M USD et 35 M USD. La gestion des filiales affectées a été temporairement confiée à des managers désignés par la Lagos Federal High Court.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : acquisition de quatre entreprises par Bounty Brands

L'entreprise sud-africaine Bounty Brands (prêt-à-porter, habitat et santé, agroalimentaire) poursuit sa stratégie de croissance externe dans le secteur des biens de consommation courants : elle a récemment racheté le fournisseur de denrées alimentaires Rieses Food Imports, le producteur de sacs plastiques et poubelles Tuffy, le distributeur de produits ménagers Goldenmarc et le distributeur de vêtement Footwear Trading. La totalité de ces acquisitions est valorisée à 71 M EUR, rapprochant ainsi l'entreprise de son ambition d'être listée sur les bourses de Johannesburg et de Londres. Bounty Brands réalise un chiffre d'affaires de 188 M EUR et un résultat opérationnel d'environ 29 M EUR.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

### ▼ Électricité : Engie et Nareva renforcent leur partenariat en Afrique

Déjà partenaires dans deux projets au Maroc, l'énergéticien français Engie et son homologue marocain Nareva ont annoncé leur volonté d'unir leurs forces en Afrique subsaharienne pour conquérir de nouveaux projets, notamment en Égypte, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Ghana et au Cameroun. C'est désormais dans ces cinq pays que le spécialiste marocain des énergies renouvelables Nareva, filiale de la holding royale SNI, et le français Engie, champion historique du gaz devenu un leader dans les énergies renouvelables, veulent se développer conjointement, ont-ils annoncé dans un communiqué.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ► Afrique du Sud : bilan très positif du sommet mondial des biens de consommation organisé au Cap

Pour la première fois tenu en Afrique, à l'occasion de sa 60<sup>ème</sup> édition, le Sommet mondial des biens de consommation (*Consumer Goods Forum Global Summit*) a eu lieu du 15 au 17 juin dernier au Cap. Réunissant cette année environ 800 invités (dont des dirigeants de 365 sociétés issues de 40 pays différents), ce forum a été marqué par un engouement unanime au regard des perspectives d'opportunités d'affaires offertes par le continent africain. Le vice-président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a notamment rappelé que l'Afrique compte aujourd'hui 7 des 10 pays connaissant les croissances les plus fortes au monde.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

### ► Congo : la 4<sup>ème</sup> commission mixte Congo-Russie prévue en novembre prochain à Brazzaville

A l'occasion de la 4<sup>ème</sup> commission mixte de coopération entre le Congo et la Russie, qui sera organisée en novembre à Brazzaville, les deux pays ont prévu de faire le point sur leurs relations bilatérales et de procéder à la signature de plusieurs accords à caractère économique, notamment dans les domaines agricole et de la protection des investissements. En matière de coopération militaire, les deux pays ont signé le 21 juin 2016 un accord visant à mettre à disposition des offres de formation à l'endroit des cadres militaires congolais, par des établissements d'enseignements militaires de la Fédération de Russie, au titre de l'année 2016/2017.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

### ► Congo : Denis Sassou N'Gesso en visite d'État en Chine du 4 au 8 juillet

Lors de cette visite d'État en Chine, annoncée du 4 au 8 juillet, le chef d'État congolais et son homologue chinois devraient aborder les questions de coopération entre les deux pays, mais aussi les questions de paix et de sécurité en Afrique centrale. Le gouvernement chinois vient de financer pour un montant de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR) les travaux d'extension et de réhabilitation de quatre ouvrages de l'académie militaire Marien-Ngouabi à Brazzaville.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

### ► Bénin : mission du FMI

Le FMI a effectué une première mission au Bénin du 6 au 18 juin, à la demande des nouvelles autorités. L'équipe a particulièrement apprécié la disponibilité des autorités et la qualité des données qui lui ont été communiquées. La situation financière et économique du pays est difficile, en raison notamment de l'impact de la crise nigériane. Une deuxième mission est prévue à une date ultérieure au cours de l'été, avec pour objectif de finaliser en octobre les négociations sur un programme économique triennal de Facilité élargie de crédit.

✉ florent.danion@dgtrésor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Laurent Estrade (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrigue.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

